

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MONTPELLIER**

N° 2101477

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

Mme Bayada
Rapporteur

Le Tribunal administratif de Montpellier,

M. Rouquette
Rapporteur public

(3^{ème} Chambre)

Audience du 7 mai 2021
Décision du 28 mai 2021

335-01-03
D

Vu la procédure suivante :

Par une requête, enregistrée le 25 mars 2021, [REDACTED]
représenté par Me Balestie, demande au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 23 mars 2021, par lequel le préfet des Alpes-Maritimes lui a fait obligation de quitter le territoire sans délai et l'a interdit de circuler sur le territoire français pour une durée de trois années ;

2°) d'ordonner au préfet des Alpes-Maritimes de lui délivrer une autorisation provisoire de séjour ;

3°) de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 500 euros à lui verser au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Il soutient que :

- la décision l'obligeant à quitter le territoire français a été signée par une autorité incompétente ;

- elle est entachée d'un vice de procédure dès lors que le préfet n'a pas consulté la commission du titre de séjour ;

- elle méconnaît l'article L. 121-1 du code des relations entre le public et l'administration puisqu'il n'a pas pu présenter d'observations écrites ni être assisté ;

- elle est insuffisamment motivée en fait ;

- le préfet a commis une erreur de droit dès lors qu'il a seulement tenu compte de la condamnation pénale, sans étudier si son comportement constituait une menace réelle, actuelle et suffisamment grave.

- elle est entachée d'une erreur d'appréciation dès lors que les faits qu'il a commis sont demeurés isolés, et qu'ils ne sauraient constituer une menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'encontre d'un intérêt fondamental de la société ;

- elle est entachée d'un défaut d'examen réel et complet de sa demande ;

- elle est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation de sa situation personnelle ;

- la décision refusant l'octroi d'un délai de départ volontaire est entachée d'une erreur d'appréciation au regard de sa situation personnelle et familiale, et méconnaît l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales ;

- elle méconnaît l'article 3 de la convention internationale des droits de l'enfant ;

- la décision lui faisant interdiction de circuler pendant trois années est illégale en raison de l'illégalité de la décision l'obligeant à quitter le territoire français et la décision refusant de lui octroyer un délai de départ volontaire ;

- elle méconnaît l'article 8 de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et est entachée d'une erreur manifeste d'appréciation des conséquences sur sa situation personnelle ;

- elle méconnaît l'article 3 de la convention internationale des droits de l'enfant ;

- elle est entachée d'un défaut d'examen réel et complet de sa situation ;

- la durée d'interdiction est disproportionnée, dès lors qu'il travaille en France, il est primo délinquant et que le juge judiciaire n'a pas prononcé de peine d'interdiction de circuler sur le territoire français.

Le préfet des Alpes-Maritimes a produit des pièces complémentaires enregistrées le 22 avril 2021.

Par une lettre du 28 avril 2021, les parties ont été informées en application de l'article R.611-7 du code de justice administrative de ce que le tribunal était susceptible de relever d'office le moyen tiré de l'annulation de la décision refusant l'octroi d'un délai de départ volontaire, de la décision fixant le pays de destination et de la décision portant interdiction de circulation sur le territoire français pendant trois années, par voie de conséquence de l'annulation de la décision portant obligation de quitter le territoire français sur la base de laquelle elles sont intervenues.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;

- le code de justice administrative.

Le président de la formation de jugement a dispensé le rapporteur public, sur sa proposition, de prononcer des conclusions à l'audience.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Bayada,

- et les observations de Me Balestie pour [REDACTED]

Considérant ce qui suit :

1. [REDACTED] ressortissant portugais, indique être entré en France le 1^{er} décembre 1993. Il a fait l'objet d'une condamnation par le tribunal correctionnel de Grasse à une peine d'emprisonnement d'une année. Par sa requête, il demande l'annulation de l'arrêté du 23 mars 2021 par lequel le préfet des Alpes-Maritimes l'a obligé à quitter le territoire français, sans délai et lui a fait interdiction de circuler sur le territoire français pour une durée de trois années.

Sur les conclusions à fin d'annulation :

2. Aux termes de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile : *« L'autorité administrative peut, par décision motivée, obliger un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne, d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen ou de la Confédération suisse, ou un membre de sa famille à quitter le territoire français lorsqu'elle constate : (...) 3° (...) que son comportement personnel constitue, du point de vue de l'ordre public ou de la sécurité publique, une menace réelle, actuelle et suffisamment grave à l'encontre d'un intérêt fondamental pour la société. / L'autorité administrative compétente tient compte de l'ensemble des circonstances relatives à sa situation, notamment la durée du séjour de l'intéressé en France, son âge, son état de santé, sa situation familiale et économique, son intégration sociale et culturelle en France, et de l'intensité de ses liens avec son pays d'origine (...) ».*

3. En application de ces dispositions, il appartient à l'autorité administrative, qui ne saurait se fonder sur la seule existence d'une infraction à la loi, d'examiner, d'après l'ensemble des circonstances de l'affaire, si la présence de l'intéressé sur le territoire français est de nature à constituer une menace réelle, actuelle et suffisamment grave pour un intérêt fondamental de la société française, ces conditions étant appréciées en fonction de sa situation individuelle, notamment de la durée de son séjour en France, de sa situation familiale et économique et de son intégration.

4. Pour prononcer à l'encontre de [REDACTED] une obligation de quitter le territoire français, le préfet des Alpes-Maritimes, se fondant sur une condamnation prononcée à l'encontre de l'intéressé à une peine d'emprisonnement d'une année, a estimé que son comportement constituait du point de vue de l'ordre public, une menace à l'encontre d'un intérêt fondamental de la société. Toutefois, et d'une part, il ressort des termes mêmes de la décision que le préfet des Alpes-Maritimes s'est borné à mentionner l'existence d'une condamnation pénale, sans en rappeler ni la date ni les faits l'ayant justifié. D'autre part, et alors que [REDACTED] fait valoir une résidence sur le territoire français depuis l'année 1993, le préfet des Alpes Maritimes ne fait pas état du moindre élément de nature à établir que le comportement de [REDACTED] constitue une menace réelle, actuelle et suffisamment grave. Dans ces conditions, en obligeant l'intéressé à quitter le territoire français, le préfet des Alpes-Maritimes a fait une inexacte appréciation des dispositions de l'article L. 511-3-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

5. Il résulte de ce qui précède, et sans qu'il ait lieu de se prononcer sur les autres moyens de la requête, qu'il y a lieu d'annuler l'arrêté du 23 mars 2021 par lequel le préfet des Alpes-Maritimes a obligé [REDACTED] à quitter le territoire français. Par voie de conséquence, les décisions lui refusant un délai de départ volontaire, fixant le pays à

destination duquel il pourra être éloigné et la décision prononçant une interdiction de circulation d'une durée de trois années seront également annulées.

Sur les conclusions à fin d'injonction :

6. Le motif d'annulation retenu par le présent jugement n'implique pas la délivrance au profit de [REDACTED] d'une autorisation provisoire de séjour. Les conclusions qu'il présente à cette fin seront donc rejetées.

Sur les frais liés au litige :

7. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de l'Etat la somme de 1 200 euros à verser à [REDACTED] sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

DECIDE :

Article 1^{er} : L'arrêté du 23 mars 2021 du préfet des Alpes-Maritimes est annulé.

Article 2 : l'Etat versera à [REDACTED] une somme de 1 200 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

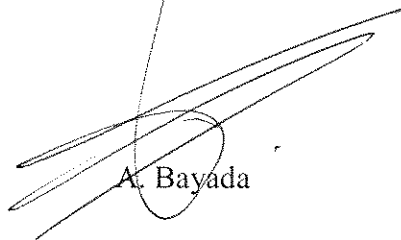
Article 4 : Le présent jugement sera notifié à [REDACTED] et au préfet des Alpes-Maritimes.

Délibéré après l'audience du 7 mai 2021 à laquelle siégeaient :

M. Rabaté, président,
Mme Bayada, premier conseiller,
Mme Bossi, conseiller.

Rendu public par mise à disposition au greffe le 28 mai 2021.

Le rapporteur,



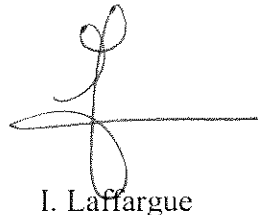
A. Bayada

Le président,



V. Rabaté

La greffière,



I. Laffargue

La République mande et ordonne au préfet des Alpes-Maritimes en ce qui le concerne, et à tous huissiers de justice à ce requis, en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.

Pour expédition conforme,
Montpellier le 28 mai 2021.

La greffière,



I. Laffargue